

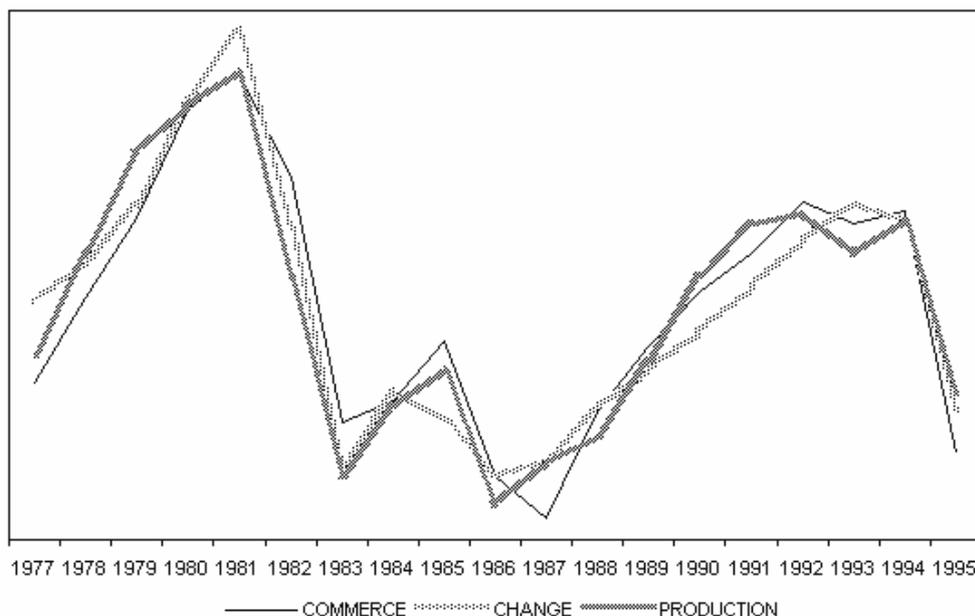
## Mexique. Persistance de la dépendance

Michel Husson, *Page deux* n°3, juillet-août 1996

En 1994, le déficit courant mexicain avait atteint presque 8 % du PIB. 18 mois plus tard, l'équilibre de la balance courante est à peu près rétabli. La crise du peso ne serait-elle que le résultat d'une erreur dans la gestion du change, aujourd'hui corrigée ?

Cette thèse a évidemment l'avantage d'établir (de manière moyennement vraisemblable) la possibilité d'un nouveau cours et surtout de disculper le modèle néolibéral appliqué avec détermination depuis le milieu des années quatre-vingt au Mexique. Pour montrer qu'elle est profondément fautive, nous commencerons par développer une analyse « spectrale » de l'économie mexicaine au cours des deux dernières décennies, qui s'appuie sur le graphique ci-dessous, où figurent trois indicateurs de tension sur l'appareil productif, dont le profil met en lumière la succession de deux grands cycles depuis la fin des années 1970.

### Les courbes de l'économie mexicaine



### Une analyse spectrale

La période sous revue démarre avec le boom pétrolier qui culmine en 1981-1982 et est suivi de la crise financière de 1982, qui marque une profonde détente de l'économie. Le redémarrage qui s'esquisse ensuite retombe vite, en 1985-86, sous l'effet d'un triple choc : la dévaluation de juillet 1985, le tremblement de terre de Mexico de septembre 1985, puis la chute des cours du pétrole en 1986. C'est à ce moment que s'opère véritablement le tournant néolibéral (et non pas en 1994 avec la signature de l'Alena) avec ouverture des frontières, adhésion au Gatt, refus de déclarer un moratoire de la dette, puis, à la fin de 1987, décision d'ancrer le peso au dollar, ce que les tenants de cette thèse appellent une « mauvaise » politique de change. La phase qui s'ouvre alors est celle où l'on se

met à parler de nouveau « miracle », où les institutions internationales ne tarissent pas d'éloges pour le bon élève, donné en « modèle » aux autres pays soumis à ajustement structurel. On observe bien cette montée en charge qui plafonne en 1993 et 1994 puis débouche sur l'effondrement que l'on sait.

Il est temps maintenant de lever le voile sur ces courbes qui sont construites à partir de données standardisées (même moyenne, même variance sur la période) et qui portent respectivement sur le commerce, le taux de change et la production.

L'indicateur de tensions sur le commerce est l'inverse d'un taux de couverture, et rapporte le volume des importations à celui des exportations non pétrolières. Le choix retenu, parmi une gamme d'indicateurs possibles, ne modifie pas l'allure générale qu'on obtient. Les tensions sur le commerce augmentent durant le boom pétrolier et la phase néolibérale de croissance et marquent ainsi la tendance au creusement d'un déficit commercial, dans les périodes où les exportations progressent le plus vite. C'est vrai durant le boom pétrolier, même en prenant en compte les exportations pétrolières, mais c'est encore plus net durant le cycle néolibéral 1987-1994. Pour éviter de multiplier les chiffres, il suffit d'insister sur cet ordre de grandeur : la vitesse de croissance des importations durant cette dernière période est deux fois plus importante que celle des exportations. Les succès enregistrés du côté des ventes à l'étranger sont donc extrêmement coûteux en importations.

La seconde courbe est construite à partir d'un indicateur de taux de change réel compare le taux de change effectif à un taux de change de référence calculé en fonction du différentiel d'inflation entre le Mexique et les Etats-Unis. Comme le montre la dernière année, la courbe baisse en cas de dévaluation. On constate rétrospectivement un très grand parallélisme entre le taux de change réel et les tensions sur le commerce extérieur. Sans préjuger du sens de causalité, il existe une simultanéité frappante entre l'appréciation du peso et la tendance au déficit extérieur, et, en sens inverse, entre dépréciation et rééquilibrage extérieur. Il est donc tentant de franchir le pas en disant que c'est la politique de change qui détermine le solde extérieur, comme on l'apprend dans les manuels. Encore une fois, on suggère alors que le peso avait été réévalué à tort. Mais c'est une vision partielle des choses, comme on va essayer de le montrer.

La troisième courbe mesure quant à elle les tensions sur la production. L'indicateur retenu rapporte la production effective à une production potentielle évaluée en fonction de la progression tendancielle de la production et du stock de capital. Là encore, on observe un parallélisme frappant entre cette courbe et les précédentes, parallélisme d'autant plus remarquable qu'il « tient » sur une période de vingt ans extrêmement chaotique et ne peut donc s'expliquer par un simple effet de présentation. Le lien entre cette courbe et la première est simple à comprendre : en cas de forte croissance, surgissent en même temps des tensions sur la production mais aussi sur le commerce extérieur. Le parallélisme correspond à un effet de demande relativement classique, mais on voit aussitôt qu'il conduit à une autre interprétation du rétablissement du commerce extérieur, qui ne renverrait pas exclusivement à la dévaluation du peso, mais aussi, dans des proportions qu'il convient d'apprécier,

au freinage de l'économie mexicaine qui accompagne cette dévaluation, comme elle l'a d'ailleurs toujours fait dans le passé, notamment en 1976, en 1982 et en 1985.

### Une gestion du taux de change contradictoire

Ce panorama conduit logiquement à une première discussion des circonstances qui ont permis le rétablissement de l'équilibre du commerce extérieur. Mais il faut y adjoindre une remarque préalable en se demandant si, en tout état de cause, une autre politique de change aurait permis d'éviter le récent effondrement. Notre thèse, concernant ce dernier problème, sera catégorique : il faut tout ignorer de l'économie mexicaine pour avancer une telle suggestion. Et il faut ignorer beaucoup de l'économie en général pour ne pas comprendre que toute la difficulté provient du fait que le taux de change d'une monnaie non convertible comme le peso, doit remplir simultanément plusieurs fonctions. Même du point de vue des échanges, le bilan d'une dévaluation est compliqué et contradictoire. Elle permet d'améliorer le solde des échanges mais conduit notamment à augmenter instantanément la charge de la dette en proportion du PIB. Ce qui est en jeu ici, c'est le statut de pays dominé qui a pour conséquence que le Mexique ne peut rien payer en pesos, et c'est pourquoi l'arme de la dévaluation implique immédiatement un accroissement de la dépendance qui se manifeste de manière spectaculaire avec le dépôt des revenus pétroliers sur un compte de la *Federal Reserve*.

Mais ce n'est pas tout. La gestion du peso règle aussi une double articulation complexe, entre dette publique et mouvements de capitaux. Ce double lien passe par le mécanisme dévaluation-inflation. La période récente ne fait d'ailleurs pas exception à ce principe, avec un retour immédiat de l'inflation. Rétrospectivement, cela conduit à rappeler que la fonction première impartie au peso fort était de casser l'inflation. Sur ce terrain, le gouvernement mexicain a pendant plusieurs années, entre 1983 et 1987, hésité quant à la *policy mix* à retenir, mais le dérapage progressif dans l'hyper-inflation l'a poussé à un arrimage brutal du peso au dollar à la fin 1987. En quelques années, cette politique a eu des effets positifs non seulement sur l'inflation, mais aussi sur la charge de la dette publique. Le succès de cette orientation a d'ailleurs permis de vérifier que c'était l'inflation qui creusait le déficit public (à cause de la montée des taux d'intérêt nominaux) et non l'inverse, comme le professaient d'ailleurs les mêmes qui fustigent aujourd'hui cette politique de change. Dernier succès, et non des moindres : cette politique n'avait pas dérapé dans une rigidité excessive des taux d'intérêt réels qui ont pu être contenus. Et voilà qu'apparaît une autre fonction essentielle de la politique du taux de change, qui consiste à rassurer les détenteurs de capitaux quant à la pérennité de leur rentabilité. Maîtrise de l'inflation, stabilisation des taux d'intérêt réel, et quasi-convertibilité du peso, dessinaient un environnement attractif, nécessaire à l'entrée des capitaux sur laquelle on comptait sur la balance des paiements. La suffisance des donneurs de leçons gavés de *text books* est d'autant plus absurde que l'équipe Salinas était truffée d'économistes formés dans les meilleures universités américaines, qui n'ignoraient donc rien de l'effet du taux de change sur le commerce extérieur.

Ce tableau laisse bien peu de place aux travailleurs mexicains que l'on mobilise pour la signature à grand spectacle (via leurs représentants parfaitement corrompus) d'une ribambelle de pactes tous plus sociaux les uns que les autres. C'est qu'ils occupent dans l'ensemble de ces dispositifs une place complètement dominée. En particulier, l'idée que l'inflation pourrait avoir un lien quelconque avec des hausses de salaires excessives n'a évidemment aucune vraisemblance dans le pays d'Amérique latine qui a enregistré au cours des années quatre-vingt la perte de pouvoir d'achat la plus spectaculaire, de l'ordre de 40 à 50 % selon les catégories. Si pacte il y a, il concerne les différentes fractions des classes possédantes au Mexique, aux intérêts économiques largement divergents, à partir du moment où le principal est assuré, à savoir la surexploitation de la force de travail. Le rapport à l'internationalisation a en particulier modifié les contours du bloc au pouvoir, qui s'est séparé des couches de petits et entrepreneurs sacrifiés sur l'autel de la mondialisation. Dans le même temps évidemment, le régime sape les fondements objectifs de sa domination en liquidant les effets de la réforme agraire et du pacte ouvrier-industriel qui avait scellé au milieu des années quarante un modus vivendi que les meilleurs auteurs mexicains qualifient de semi-corporatiste. La politique du taux de change ne peut donc être analysée séparément de toutes ces implications socio-politiques et on ne comprend rien à la crise de 1994, si l'on manque le caractère de symbole politique qu'avait pris le cours du peso. Dévaluer un peu, c'était installer la défiance par rapport à un délicat équilibre entre fractions de classe, à l'intérieur et à l'extérieur du pays. D'ailleurs Zedillo a commencé par ne dévaluer que de 15 %, mais une fois la brèche ouverte, c'est l'ensemble de la digue qui a été emportée. Sans doute trouvera-t-on des modèles sophistiqués pour modéliser cette conjoncture.

### Les modalités du rétablissement

Ces observations conduisent logiquement à relativiser le rôle du taux de change dans le rétablissement actuel du commerce extérieur, dont le ressort principal est une énorme récession, avec un recul de 7 % du PIB. Du côté des exportations de marchandises, les données de l'OCDE montrent que les recettes ont faiblement augmenté : 51 milliards de dollars en 1995, contre 48 en 1994. Leur volume a cependant progressé vigoureusement de 25 % en un an, en réponse à une baisse unitaire des prix en dollars de 15 %. Ce résultat mélange des effets complexes, avec en particulier un rétablissement des marges des entreprises exportatrices dont le prix en peso a en moyenne augmenté de 60 %, pour une inflation interne voisine de 30 %. Les entreprises à capital mexicain, notamment dans l'acier, le verre, le ciment et la chimie ont probablement adopté un comportement plus agressif du côté des prix, tandis que les multinationales ont plutôt favorisé un comportement de marge. La sensibilité des volumes exportés au taux de change est donc réelle, mais peu productive de ressources en dollars. Par ailleurs, et c'est là qu'on retrouve nos fameuses courbes, le supplément d'exportations, notamment dans les biens intermédiaires, est rendu possible non seulement par les variations de change mais aussi par le dégagement de capacités rendues disponibles par le ralentissement du marché intérieur. C'est le symétrique des importations induites par l'effort à l'exportation, et c'est un

effet connu depuis longtemps et repérable économétriquement. Il contribue fortement à expliquer les liens triangulaires entre nos trois indicateurs.

Cette approche est confortée par le comportement des importations, dont le recul est spectaculaire aussi bien en volume qu'en dollars. Les importations de biens tombent en effet de 68 milliards de dollars en 1994 à 44 en 1995, soit une baisse d'un tiers, et leur volume recule de 26 %. Ce mouvement s'explique lui aussi, de manière conjointe, par un effet prix, mais aussi par un recul considérable de la demande intérieure, de 16 % en un an. C'est au total la contribution des importations qui est primordiale dans l'amélioration de la balance commerciale, plutôt que le bond en avant des exportations. Tout ceci conduit à cette conclusion, qui exprime les relations de dépendance qui continuent à caractériser un pays comme le Mexique : son point d'équilibre extérieur se situe à un bas niveau de demande intérieure. La vraie variable d'ajustement n'est donc pas le taux de change mais en fin de compte le revenu des travailleurs. En 1995 le pouvoir d'achat de la rémunération des salariés, de même que le volume de la consommation privée, ont reculé de 12 % à en croire les données en moyenne annuelle de la Comptabilité nationale qui tendent à sous-estimer le recul réel des salaires. Selon *Banamex*, le salaire industriel a perdu 30 % de son pouvoir d'achat au cours de l'année 1995, et l'on évalue à deux millions le nombre de chômeurs supplémentaires.

Les modalités mêmes du rétablissement montrent de manière rétroactive ce qu'il y avait d'erroné dans le postulat libéral. Il repose notamment sur l'illusion qu'une concurrence réelle est possible entre deux pays aussi dissemblables que les Etats-Unis et le Mexique et que vont pouvoir se développer de manière symétrique les effets bénéfiques d'une saine émulation. En réalité, ce sont des effets d'éviction qui jouent et non de rattrapage. La montée du déficit commercial illustre un processus de substitution des importations à la production nationale, selon un processus exactement inverse du modèle dit de substitution d'importations qui est d'ailleurs la cible favorite des théoriciens néolibéraux. En second lieu, l'expérience mexicaine montre que l'ajustement ne peut se faire par les prix. Le taux de change comme le taux d'intérêt remplissent tous deux des fonctions contradictoires, de telle sorte que le point d'équilibre se trouve hors d'atteinte (même si on peut le repérer sur le papier des manuels). Troisième constat : le mode de réglage du déficit se traduit par un recul marqué de la demande intérieure mais aussi, de manière symétrique, par un creusement accentué des inégalités du point de vue de la répartition des revenus. Le recul n'est pas homothétique. Si l'on considère par exemple la consommation par tête, autre indicateur fruste mais non dénué de signification, on constate que le niveau atteint aujourd'hui a été ramené à celui de 1977. Pour la majorité des Mexicains, la boucle est bouclée : la double aventure du boom pétrolier et du cycle néolibéral se referme et les améliorations de leurs conditions d'existence n'auront été que transitoires. C'est seulement pour une frange sociale étroite que ces vingt ans ont permis une jolie progression du niveau de vie.

Cette régression sociale, qui va de pair avec la déconstruction systématique du modèle issu de la révolution Mexicaine est finalement le plus important, et l'on peut considérer que l'approche critique proposée ici est exagérément technique. Mais elle n'en a en réalité que plus de force, puisqu'elle revient à montrer que,

même d'un point de vue strictement économique, le modèle néolibéral n'apporte pas un ensemble de réponses cohérentes quant à l'insertion internationale d'un pays dépendant. Dans la mesure où le grand dérapage de 1995 ne résulte pas d'une mauvaise gestion, ses effets sociaux ne doivent pas être considérés comme les conséquences funestes de maladresses commises, mais au contraire comme les attributs constitutifs du modèle d'ajustement structurel qui est un anti-développement.

### Les leçons d'un échec

La crise mexicaine offre une leçon de choses qui dépasse largement son cas particulier, c'est que l'on ne peut concevoir pour un pays dépendant un modèle de développement fondé sur l'ouverture à tout vent de ses frontières. Aucune puissance économique n'a d'ailleurs émergé en suivant une telle orientation, et certainement pas la Corée. Le commerce extérieur n'est pas une fin en soi, il doit donc être mis au service des objectifs prioritaires du développement à savoir la satisfaction des besoins sociaux de la majorité des gens. Il ne s'agit pas de préconiser une impossible autarcie, mais un contrôle sur les flux extérieurs en raison de la dissymétrie fondamentale des appareils productifs en compétition sur le marché mondial. La conjoncture mexicaine actuelle montre d'ailleurs, à sa manière, qu'il existe une marge de manoeuvre économique importante : au lieu de casser sa demande intérieure pour exporter par exemple du ciment, il serait mieux venu d'utiliser ce ciment à la construction de logements et d'équipements publics, quitte à importer moins des extravagants biens de luxe qui constituent la norme de consommation des élites urbaines. Mais si les raisons de l'échec du modèle néolibéral sont avant tout techniques, les obstacles à la mise en oeuvre d'un projet différent sont évidemment d'une autre nature. L'idée même de contrôler le commerce extérieur, de gérer les effets de la dépendance, se heurte à trois catégories d'obstacles internes et externes, à savoir le fardeau d'une dette éternelle et que la crise du peso vient de gonfler brusquement, les intérêts sociaux de ceux qui bénéficient du modèle hyper-exportateur, et enfin l'Organisation mondiale du commerce qui a mis hors-la-loi la moindre velléité de maîtriser un minimum les flux et reflux du commerce extérieur.